

Art. 2. § 1. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een reisvergoeding wanneer zij zitting hebben in een gemeente waar zij noch in het bevolkingsregister noch in het kiesregister zijn ingeschreven.

Bovendien hebben de voorzitter en de bijzitter bedoeld in artikel 37, zesde lid van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen recht op een vergoeding voor de reizen die hen door de wet zijn opgelegd, wanneer zij hun eigen voertuig gebruiken.

De vergoeding, bedoeld in het eerste en tweede lid, is vastgesteld op 7,80 F per afgelegde kilometer.

§ 2. Om voor zijn reiskosten vergoed te worden, dient de rechthebbende een schuldvordering in bij het Bestuur van de Duitstalige Gemeenschap, dat op aanvraag een ad-hoc formulier uitreikt.

Eupen, 19 september 1990.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

De Voorzitter,
J. MARAITE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2538

7 JUIN 1990. — Décret portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.) (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé sous la dénomination « Institut scientifique de Service public », en abrégé I.S.S.E.P., dénommé ci-après l'Institut, un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

Art. 2. L'Institut a son siège administratif à Liège. L'E.R.W. peut décider de répartir ses activités dans plusieurs sièges d'exploitation.

Art. 3. L'Institut exerce une mission de service public qui se définit comme suit :

1. Poursuivre les missions suivantes :

a) entendre ou patronner tous essais, recherche ou études, susceptibles d'apporter une contribution, directe ou indirecte, à l'amélioration des conditions de sécurité et de salubrité du travail dans les mines et les carrières;

b) assurer, dans ce domaine, des échanges d'informations avec les organismes similaires des pays étrangers;

c) coordonner et provoquer l'étude, du point de vue scientifique, de tout problème d'ordre technique, économique, social et professionnel relevant de l'industrie charbonnière;

d) réunir et tenir à jour une documentation précise sur les utilisations de la houille notamment pour la production de l'énergie et de produits de distillation, ainsi que sur les conséquences résultant de l'emploi d'autres combustibles ou de la découverte de nouvelles sources d'énergie;

e) promouvoir et subsidier toutes recherches scientifiques, techniques et technologiques relatives à l'exploitation des mines et susceptibles notamment d'améliorer la production charbonnière, le rendement du travail, l'hygiène et la sécurité.

2. Sans préjudice de la poursuite de son activité telle que définie au point 1 ci-dessus, réaliser les activités scientifiques, techniques et de contrôle que lui confie l'Exécutif.

3. Exécuter des prestations de recherche, de consultance, d'analyse et d'expérimentation technologique à la demande et pour le compte d'entreprises, de fédérations industrielles ou professionnelles ou de pouvoirs publics.

Art. 4. L'Institut est soumis à l'autorité de l'Exécutif, qui détient les pouvoirs de gestion.

L'Exécutif nomme le directeur général et les directeurs des sièges d'exploitation de l'Institut.

Le directeur général assure la gestion journalière de l'Institut. Il est assisté par les directeurs des sièges d'exploitation. Leurs attributions respectives sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut arrêté par l'Exécutif.

Art. 5. § 1er. Il est institué auprès de l'Institut une Commission scientifique d'orientation dénommée ci-après la Commission.

§ 2. La Commission est composée :

1. de huit délégués scientifiques nommés par l'Exécutif,

2. de quatre membres représentant les organisations représentatives des employeurs,

3. de quatre membres représentant les organisations représentatives des travailleurs.

§ 3. L'Exécutif arrête les règles de fonctionnement de la Commission.

Art. 6. § 1er. Les biens, droits et obligations de l'Institut national des Industries extractives, transférés à la Région par l'effet de l'article 61, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, sont transférés tels quels à l'I.S.S.E.P.

§ 2. Les ressources de l'Institut sont constituées :

a) des recettes provenant de son activité statutaire;

b) des recettes de son patrimoine;

c) de subventions à charge de la Région wallonne;

d) de dons et legs autorisés par l'Exécutif.

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil. 155 (1989-1990). — Nos 1 à 4.

Compte rendu intégral. Séance publique du 30 mai 1990. — Discussion. — Vote.

Art. 7. § 1er. Le projet de budget annuel de l'Institut est établi par l'Exécutif.

Il est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne (partie Ministère de la Région wallonne) et soumis à l'approbation du Conseil régional. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent l'Institut dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne (partie Ministère de la Région wallonne).

§ 2. L'Exécutif fixe la date pour laquelle le projet du budget doit être établi.

Art. 8. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget doivent être autorisés par l'Exécutif avant toute mise à exécution.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 9. § 1er. L'Institut présente à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités.

§ 2. Il dresse donc le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'un bilan accompagné d'un compte de résultats au plus tard pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion.

§ 3. Les comptes de l'Institut sont établis sous l'autorité de l'Exécutif. Celui-ci les soumet au contrôle de la Cour des Comptes, au plus tard le 31 mai de l'année qui suit celle de la gestion. Ces comptes font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Conseil régional au plus tard dans le mois d'août de la même année.

§ 4. L'Exécutif et le Conseil régional établissent et arrêtent dans le même délai le bilan et le compte de résultats.

§ 5. La Cour des Comptes organise un contrôle sur place de la comptabilité et des opérations de l'Institut. Elle peut publier les comptes dans ses cahiers d'observations.

L'Exécutif organise la tenue d'une comptabilité des engagements de l'Institut. Il peut également rendre applicable à celui-ci les règles régissant le contrôle de l'engagement des dépenses au sein du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. § 1er. L'Exécutif fixe les règles complémentaires relatives :

1. à la présentation des budgets;
2. à la comptabilité;
3. à la reddition des comptes;
4. aux situations et rapports périodiques.

La comptabilité de l'Institut est organisée selon des méthodes commerciales.

§ 2. L'Exécutif fixe les règles relatives :

1. à la détermination des bénéfices et à leur affectation;
2. au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
3. au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :

a) des amortissements;

b) des dotations aux fonds de renouvellement;

c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 11. Pour le contrôle des décisions ayant une incidence financière et budgétaire, l'Exécutif est assisté par les Inspecteurs des Finances mis à sa disposition conformément à l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. L'Exécutif règle les modalités de leur intervention.

Art. 12. L'Institut n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent décret.

Il peut procéder au placement de ses disponibilités dans les valeurs émises en fonds publics ou garanties par l'Etat, dont l'Exécutif arrête la liste.

L'Exécutif peut arrêter d'autres modalités pour le placement à vue ou à court terme d'une portion des disponibilités. Il peut également fixer la quotité des fonds disponibles à affecter annuellement par priorité, à des placements qu'il détermine, parmi ceux que l'organisme est autorisé à réaliser.

Art. 13. § 1er. L'Exécutif désigne auprès de l'Institut un ou plusieurs réviseurs, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

§ 2. L'Exécutif détermine les modalités des contrôles à effectuer par les réviseurs visés au § 1er.

Art. 14. L'Institut rembourse à la Région les dépenses résultant du contrôle de ses opérations.

Art. 15. La limite d'âge est fixée à 60 ans pour l'exercice du mandat de membre de la Commission d'orientation visée à l'article 5 du présent décret ainsi que pour l'exercice des fonctions de contrôle comptable.

Art. 16. L'Exécutif peut charger le Comité supérieur de contrôle, dans les conditions prévues par son statut organique, d'exercer sa mission auprès de l'Institut.

Art. 17. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, un arrêté délibéré en Exécutif fixe endéans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret le statut administratif et pécuniaire et le cadre organique du personnel de l'I.S.S.E.P.

§ 2. L'I.S.S.E.P. peut procéder au recrutement d'agents contractuels pour les besoins de missions spécialisées ou de programmes à durée déterminée.

Les conditions de recrutement, d'affectation et de promotion du personnel contractuel sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur de l'I.S.S.E.P., arrêté par l'Exécutif.

Art. 18. Le personnel transféré de l'Institut national des Industries extractives est incorporé à l'Institut soit en tant que personnel statutaire soit en tant que personnel contractuel. L'ensemble du personnel ainsi transféré conserve la qualité, la rémunération, les avantages et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son incorporation. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires qui régissent leur transfert à la Région, les agents ainsi incorporés ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'Institut.

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 7 juin 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau
pour la Région wallonne,
A.VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport
pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement
et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2538

7. JUNI 1990. — Dekret über die Errichtung
eines « Institut scientifique de service public » (Wissenschaftliches Institut Öffentlicher Dienststelle)
in der Wallonischen Region (I.S.S.E.P.) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Eine gemeinnützige, rechtsfähige Einrichtung wird errichtet unter der Bezeichnung « Institut scientifique de Service public » (Wissenschaftliches Institut Öffentlicher Dienststelle), abgekürzt I.S.S.E.P., und nachstehend das Institut genannt.

Art. 2. Der verwaltungsmässige Sitz des Instituts wird in Lüttich festgelegt. Die Wallonische Regional-exekutive kann beschliessen, seine Tätigkeiten auf mehrere Betriebssitze zu verteilen.

Art. 3. Das Institut übt eine gemeinnützige Aufgabe aus, die wie folgt definiert wird :

1. Die nachstehenden Aufgaben zu erfüllen :

a) Alle Versuche, Forschungen oder Studien, die einen direkten oder indirekten Beitrag zur Verbesserung der Sicherheits- und Gesundheitsbedingungen der Arbeit in den Bergwerken und den Steinbrüchen leisten können, vorzunehmen oder zu unterstützen;

b) Informationsaustausche in diesem Bereich mit den gleichartigen Einrichtungen fremder Länder zu gewährleisten;

c) das Studium aller technischen, wirtschaftlichen, sozialen und beruflichen Problemen betreffend die Kohlenindustrie vom wissenschaftlichen Standpunkt aus zu koordinieren und zu veranlassen;

d) eine genaue Dokumentation über die Verwendung der Steinkohle insbesondere für die Produktion der Energie und der Destillate, so wie über die Folgen des Gebrauchs anderer Brennstoffe oder der Entdeckung neuer Energiequellen zusammenzustellen und auf dem laufenden zu halten;

e) alle wissenschaftlichen, technischen und technologischen Forschungen über die Ausbeutung der Bergwerke, die u.a. die Kohlenproduktion, die Arbeitsleistung, die Hygiene und die Sicherheit verbessern können, zu befördern und bezuschussen.

(1) Sitzung 1989-1990.

Unterlagen des Rates. 155 (1989-1990). — Nr. 1bis 4.

Ausführliches Protokoll. Öffentliche Sitzung vom 30. Mai 1990. — Diskussion. — Abstimmung.

2. Unbeschadet der Fortsetzung seiner Tätigkeit, so wie sie unter obenerwähnten Punkt 1 definiert ist, die ihm von der Exekutive anvertrauten wissenschaftlichen, technischen und Kontrolltätigkeiten durchzuführen.

3. Leistungen in Sachen Forschung, Beratung, Analyse und technologische Experimente auf Anfrage und für Rechnung von Unternehmen, Industrie- oder Berufsverbänden oder von öffentlichen Behörden auszuführen.

Art. 4. Das Institut ist der Exekutive, die die Verwaltungsmacht besitzt, unterstellt.

Die Exekutive ernennt den Generaldirektor und die Direktoren der Betriebsstätte des Instituts.

Der Generaldirektor gewährleistet die tägliche Verwaltung des Instituts. Die Direktoren der Betriebsstätte leisten ihm Beistand. Ihre jeweiligen Zuständigkeiten werden durch die von der Exekutive festgelegte Geschäftsordnung bestimmt.

Art. 5. § 1. Beim Institut wird eine wissenschaftliche Beratungskommission geschaffen, die nachstehend die Kommission genannt wird.

§ 2. Die Kommission hat die folgende Zusammensetzung :

1. acht von der Exekutive ernannte wissenschaftliche Delegierte,
 2. vier Mitglieder der repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber,
 3. vier Mitglieder der repräsentativen Organisationen der Arbeitnehmer.
- § 3. Die Exekutive legt die Regeln der Arbeitsweise der Kommission fest.

Art. 6. § 1. Die in Anwendung des Artikels 61, § 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen an die Region übertragene Güter, Rechte und Pflichten des Institut national des Industries extractives werden dem I.S.S.E.P. unverändert übertragen.

§ 2. Die Einnahmequellen des Instituts bestehen aus :

- a) den Einnahmen seiner satzungsmässigen Tätigkeit;
- b) den Einnahmen seines Vermögens;
- c) den Zuschüssen zu Lasten der Wallonischen Region;
- d) den von der Exekutive erlaubten Schenkungen und Vermächtnissen.

Art. 7. § 1. Der jährliche Haushaltsplan des Instituts wird von der Exekutive aufgestellt.

Er wird dem Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region (Teil Ministerium der Wallonischen Region) beigelegt und unterliegt der Genehmigung des Regionalrates. Diese Genehmigung wird durch die Verabschiedung der das Institut betreffenden Bestimmungen des Dekrets zur Festlegung des Haushaltsplanes der Ausgaben der Wallonischen Region (Teil Ministerium der Wallonischen Region) erworben.

§ 2. Die Exekutive legt das Datum fest, an dem der das Haushaltsplan aufgestellt werden muss.

Art. 8. Im Fall, dass die Genehmigung am ersten Tag des Haushaltsjahrs fehlt, verhindert das nicht die Verwendung der im Haushaltsplan vorgesehenen Kredite, es sei denn, dass es sich um Ausgaben eines neuen Prinzip handelt, die vom Haushaltsplan des Vorjahres nicht erlaubt sind.

Die Übertragungen und Überschreitungen begrenzender Kredite, die in den Haushaltsplan eingetragen sind, müssen vor jeder Ausführung von der Exekutive erlaubt werden.

Können die Überschreitungen von Kredite eine finanzielle Beteiligung der Region zur Folge haben, die höher als die in ihrem Haushaltsplan vorgesehene Beteiligung ist, so müssen sie vorher durch die Abstimmung eines entsprechenden Kredits im Haushaltsplan der Region genehmigt werden.

Art. 9. § 1. Das Institut unterbreitet der Exekutive periodische Lageberichte und einen Jahresbericht über seine Tätigkeiten.

§ 2. Es stellt also die jährliche Rechnung der Ausführung seines Haushaltsplanes auf, so wie eine mit einer Erfolgsrechnung begleitete Bilanz spätestens für den 30. April des Jahres nach dem Verwaltungsjahr.

§ 3. Die Rechnungen des Instituts werden unter der Aufsicht der Exekutive aufgestellt. Diese legt sie der Kontrolle des Rechnungshofs spätestens am 31. Mai des Jahres nach dem Verwaltungsjahr vor. Diese Rechnungen bilden den Gegenstand eines Dekretentwurfs zur Regelung des Haushaltsplanes, der dem Regionalrat spätestens im Monat August desselben Jahres vorgelegt wird.

§ 4. Die Exekutive und der Regionalrat stellen auf und erlassen die Bilanz und die Erfolgsrechnung in derselben Frist.

§ 5. Der Rechnungshof nimmt eine Kontrolle der Buchführung und der Geschäfte des Instituts an Ort und Stelle vor. Er kann die Rechnungen in seinen Anmerkungsheften veröffentlichen.

Die Exekutive regelt die Buchhaltung der Verbindlichkeiten des Instituts. Sie kann auch ihm die Regeln der Kontrolle der Verpflichtungen der Ausgaben beim Ministerium der Wallonischen Region anwendbar machen.

Art. 10. § 1. Die Exekutive legt die zusätzlichen Regeln fest betreffend :

1. die Haushaltsvorlegung;
2. die Buchführung;
3. die Abrechnung;
4. die periodischen Lageberichte und Berichte.

Die Buchführung des Instituts wird nach kommerziellen Methoden organisiert.

§ 2. Die Exekutive legt die Regeln fest betreffend :

1. die Ermittlung der Gewinne und ihre Zuweisung;
2. die Schätzungsart der Bestandteile des Vermögens;
3. die Berechnungsart und die Festsetzung des Höchstbetrags :
 - a) der Abschreibungen;
 - b) der Dotationen an die Erneuerungsfonds;
 - c) der Sonderrücklagen anderer Rückstellungen, die auf Grund der Art der Tätigkeiten der Einrichtung notwendig sind.

Art. 11. Für die Kontrolle der Beschlüsse, die eine finanzielle und Haushaltsauswirkung haben, wird die Exekutive von den Finanzinspektoren geholfen, die ihr auf Grund des Artikels 51 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen zu Verfügung gestellt sind. Die Exekutive regelt die Modalitäten deren Beistandes.

Art. 12. Das Institut verwendet seine Guthaben und seinen Geldvorrat nur um die ihm durch das vorliegende Dekret angewiesenen Aufgaben zu erfüllen.

Es kann seinen Geldvorrat in vom Staat ausgegebene oder garantierte Wertpapiere anlegen, deren Liste die Exekutive fest legt.

Die Exekutive kann andere Modalitäten für die Sichtenanlage oder die kurzfristige Anlage eines Teils des Geldvorrats festlegen. Sie kann auch den Anteil der verfügbaren Fonds festlegen, die jährlich vorrangig bereitzustellen sind für Anlagen, die sie bestimmt, unter die die Einrichtung erlaubt ist durchzuführen.

Art. 13. § 1. Die Exekutive bezeichnet beim Institut einen oder mehrere Revisoren, die Mitglieder des Instituts der Betriebsrevisoren sind.

§ 2. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten der Kontrollen, die von den in § 1 erwähnten Revisoren durchzuführen sind.

Art. 14. Das Institut erstattet der Region die Ausgaben, welche die Kontrolle seiner Geschäften nach sich zieht zurück.

Art. 15. Die Altersgrenze für die Ausübung des Amtes eines Mitglieds der in Artikel 5 des vorliegenden Dekrets erwähnten Beratungskommission, so wie für die Ausübung der Funktionen eines Buchprüfers wird auf 60 Jahre festgelegt.

Art. 16. Die Exekutive kann den Oberen Kontrollausschuss unter die von seiner Grundsatzung vorgesehenen Bedingungen mit der Ausübung seiner Aufgabe beim Institut beauftragen.

Art. 17. § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 18. legt ein in der Exekutive berateter Erlass, innerhalb sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets, das Verwaltung- und Besoldungstatut und den Grundstellenplan des Personals des I.S.S.E.P fest.

§ 2. Das I.S.S.E.P. kann Vertragspersonal einstellen, um den Erfordernissen spezieller Aufgaben oder befristeter Programme zu entsprechen.

Die Einstellungs-, Versetzung- und Beförderungsbedingungen des Vertragspersonals werden durch die von der Exekutive erlassene Geschäftsordnung des I.S.S.E.P. bestimmt.

Art. 18. Das transferierte Personal des Institut national des Industries extractives wird dem Institut entweder als satzungsmässiges Personal oder als Vertragspersonal eingegliedert. Die Gesamtheit des so versetzten Personals behält die Eigenschaft, die Entlohnung, die Vorteile und das Dienstalter, die es vor der Transferierung hatte. Unbeschadet der rechtlichen und vorschriftmässigen Bestimmungen, die ihre Transferierung zur Region regeln, behalten die so übernommenen Beamten die mit der Ausübung eines Amtes verbundenen Vorteile nur, wenn die Bedingungen ihrer Bewilligung im Institut noch bestehen.

Art. 19. Das vorliegende Dekret tritt am von der Exekutive festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Namur, am 7. Juni 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschussten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts,
der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DAËM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonischen Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2538

**7 JUNI 1990. — Decreet houdende oprichting
van « Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.) »
(Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt onder de benaming « Institut scientifique de Service public », I.S.S.E.P. afgekort, hierna het Instituut genoemd, een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht.

Art. 2. Het Instituut heeft zijn administratieve zefel te Luik. De Waalse Gewestexecutieve kan beslissen om zijn activiteiten over verschillende exploitatiezetels te verspreiden.

Art. 3. Het Instituut vervult een taak van openbare dienst die omschreven wordt als volgt :

1. De volgende taken verderzetten :

- a) iedere proef, onderzoek of studie ondernemen of steunen die rechtstreeks of onrechtstreeks zouden kunnen bijdragen tot de verbetering van de veiligheids- en gezondheidsomstandigheden van het werk in de mijnen en in de steengroeven;
- b) dienaangaande inlichtingen uitwisselen met de aanverwante instellingen in het buitenland;
- c) de wetenschappelijke studie coördineren en tweegebrengen van alle technische, economische, sociale en beroepsproblemen met betrekking tot de steenkolenindustrie;
- d) een nauwkeurige documentatie verzamelen en bijhouden betreffende het gebruik van steenkool, met name voor het voortbrengen van energie en distillaten alsook betreffende de gevolgen die voortvloeien uit het gebruik van andere brandstoffen of uit het ontdekken van nieuwe energiebronnen;
- e) ieder wetenschappelijk, technisch en technologisch onderzoek bevorderen en subsidiëren dat betrekking heeft op de ontginning van de mijnen en dat met name de steenkoolproductie, het arbeidsrendement, de hygiëne en de veiligheid zou kunnen verbeteren.

2. Onverminderd het voortzetten van zijn activiteit zoals onder punt 1 hierboven bepaald, de wetenschappelijke, technische en toezichtsactiviteiten verwezenlijken die de Executieve hem toevertrouwt.

3. Onderzoeks-, advies-, analyse- en technologische experimenteringsprestaties uitvoeren op aanvraag en in opdracht van bedrijven, industriële of beroepsfederaties of van de overheid.

Art. 4. Het Instituut is onderworpen aan het gezag van de Executieve die de beleidsmacht bezit.

De Executieve benoemt de directeur-generaal en de directeurs van de exploitatiezetels van het Instituut.

De directeur-generaal is belast met het dagelijks beheer van het Instituut. Hij wordt bijgestaan door de directeurs van de exploitatiezetels. Hun respectievelijke bevoegdheden worden vastgelegd door het reglement van inwendige orde van het Instituut bepaald door de Executieve.

Art. 5. § 1. Er wordt bij het Instituut een wetenschappelijke oriëntatiecommissie opgericht, hierna de Commissie genoemd.

§ 2. De Commissie is samengesteld uit :

1. acht door de Executieve benoemde wetenschappelijke afgevaardigden,
2. vier leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen,
3. vier leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

§ 3. De Executieve bepaalt de werkingsregels van de Commissie.

Art. 6. § 1. De goederen, rechten en verplichtingen van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven naar het Gewest overgeheveld door de inwerkingtreding van artikel 61, § 3, van de bijzondere wet van 18 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten worden als dusdanig naar het I.S.S.E.P. overgedragen.

§ 2. De hulpmiddelen van het Instituut bestaan uit :

- a) de inkomsten die uit zijn statutaire activiteit voortkomen;
- b) de inkomsten van zijn vermogen;
- c) subsidies ten laste van het Waalse Gewest;
- d) door de Executieve toegelaten giften en legaten.

Art. 7. § 1. Het jaarlijks begrotingsontwerp van het Instituut wordt door de Executieve opgemaakt.

Het wordt bij het begrotingsontwerp van de uitgaven van het Waalse Gewest (deel Ministerie van het Waalse Gewest) gevoegd en aan de goedkeuring van de Gewestraad onderworpen. Deze goedkeuring wordt verkregen door de stemming van de bepalingen die betrekking hebben op het Instituut in het decreet dat de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest omvat (deel Ministerie van het Waalse Gewest).

§ 2. De Executieve legt de datum vast waarop het begrotingsontwerp dient te worden opgemaakt.

(1) Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad. 155 (1989-1990). — Nrs. 1 à 4.

Volledig verslag. Openbare zitting van 30 mei 1990. — Algemene bespreking. — Stemming.

Art. 8. Het verzuim van goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar verhindert de aanwending van de op het begrotingsontwerp voorziene kredieten niet, tenzij het gaat om uitgaven van een andere aard die niet worden toegelaten door de begroting van het jaar tevoren.

De overdrachten en overschrijdingen van op de begroting ingeschreven limitatieve kredieten moeten voor iedere uitvoering door de Executieve toegelaten worden.

Indien de overschrijdingen van kredieten een financiële tussenkomst van het Gewest zouden kunnen tweewegbrengen die hoger is dan degene die op zijn begroting voorzien is, dan zullen zij op voorhand goedgekeurd moeten worden door de stemming van een overeenkomstig krediet in de begroting van het Gewest.

Art. 9. § 1. Het Instituut legt periodieke toestanden en een jaarlijkse verslag van zijn activiteiten voor aan de Executieve.

§ 2. Het maakt dus de jaarlijkse uitvoeringsrekening van zijn begroting op als ook een balans vergezeld van een resultatenrekening ten laatste vóór 30 april van het jaar dat na dat van het beheer komt.

§ 3. De rekeningen van het Instituut worden opgemaakt onder het gezag van de Executieve. Deze legt ze voor aan het toezicht van het Rekenhof, ten laatste op 31 mei van het jaar dat na dat van het beheer komt. Die rekeningen maken het voorwerp uit van een decreetontwerp tot regeling van de begroting dat onderworpen wordt aan de Gewestraad, ten laatste in de maand augustus van hetzelfde jaar.

§ 4. De Executieve en de Gewestraad bepalen en maken binnen dezelfde termijn de balans en de resultatenrekening op.

§ 5. Het Rekenhof organiseert ter plaatse een toezicht op de boekhouding en de verrichtingen van het Instituut. Het kan de rekeningen in zijn opmerkingenschriften publiceren.

De Executieve organiseert het houden van een boekhouding van de vastleggingen van het Instituut. Hij kan eveneens de regels tot regeling van het toezicht op de vastlegging van de uitgaven binnen het Ministerie van het Waalse Gewest op het Instituut toepasbaar maken.

Art. 10. § 1. De Executieve legt de bijkomende regels vast betreffende :

1. de presentatie van de begrotingen;
2. de boekhouding;
3. de rekening en verantwoording;
4. de periodieke toestanden en verslagen.

De boekhouding van het Instituut wordt georganiseerd volgens handelsmethoden.

§ 2. De Executieve legt de regels vast betreffende :

1. de bepaling van de winsten en hun aanwending;
2. de ramingswijze van de bestanddelen van het vermogen;
3. de berekeningswijze en het vastleggen van het maximaal bedrag;

a) van de aflossingen;

b) van de schenkingen aan de vernieuwingsfondsen;

c) van de bijzondere reserves en andere voorzieningen die nodig zijn aangezien de aard van de activiteiten van de instelling.

Art. 11. Voor het toezicht op de beslissingen die een financiële en budgettaire weerslag hebben, wordt de Executieve bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën ter zijne beschikking gesteld overeenkomstig artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. De Executieve regelt de modaliteiten van hun tussenkomst.

Art. 12. Het Instituut gebruikt zijn vermogen en beschikbare middelen slechts om de hem door onderhavig decreet toegewezen opdrachten te vervullen.

Het mag overgaan tot de belegging van zijn beschikbare middelen in de waarden uitgegeven in overheidsfondsen of gewaarborgd door de Staat, waarvan de Executieve de lijst bepaalt.

De Executieve kan andere modaliteiten bepalen voor de belegging op zicht of op korte termijn van een deel beschikbare middelen. Hij kan eveneens het bedrag van de beschikbare fondsen vastleggen die jaarlijks als eersten dienen besteed te worden aan beleggingen die hij bepaalt, onder degenen die de instelling mag uitvoeren.

Art. 13. § 1. De Executieve wijst bij het Instituut één of meer revisoren aan die lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

§ 2. De Executieve bepaalt de modaliteiten van de door in § 1 aangehaalde revisoren uit te voeren toezichten.

Art. 14. Het Instituut betaalt het Gewest de uitgaven terug die uit de controle van zijn verrichtingen voortvloeien.

Art. 15. De leeftijdsgrens is op 60 jaar vastgelegd voor de uitoefening van het mandaat van lid van de Oriëntatiecommissie bepaald in artikel 5 van onderhavig decreet als ook voor de uitoefening van de functies van boekhoudkundige controle.

Art. 16. De Executieve kan het Hoog Comité van Toezicht, onder de voorwaarden voorzien door zijn organiek statuut, opdragen zijn taak bij het Instituut uit te oefenen.

Art. 17. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 18, legt een binnen de Executieve beraadslaagd besluit binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van onderhavig decreet het administratief en geldelijk statuut en de personeelsformatie van het I.S.S.E.P. vast.

§ 2. Het I.S.S.E.P. mag overgaan tot de aanwerving van contractuele personeelsleden ten behoeve van gespecialiseerde opdrachten of van programma's van een bepaalde duur.

De aanwervings-, aanstellings- en bevorderingsvoorwaarden van het contractueel personeel worden bepaald door het reglement van inwendige orde van het I.S.S.E.P., vastgelegd door de Executieve.

Art. 18. Het personeel overgeheveld van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven wordt in het Instituut opgenomen hetzij als statutair, hetzij als contractueel personeel. Het voltallige personeel aldus overgeplaatst behoudt de hoedanigheid, de bezoldiging, de voordelen en de anciënniteit waarvan het vóór zijn opneming genoot. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen die hun overplaatsing naar het Gewest regelen, behouden de aldus opgenomen personeelsleden de aan de uitoefening van een functie gebonden voordelen voor zover de voorwaarden van hun toekenning in het Instituut blijven bestaan.

Art. 19. Onderhavig decreet treedt in werking op de door de Executieve vastgelegde datum. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, op 7 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN DER BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting,
Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N 90 — 2539

27 SEPTEMBER 1990. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot sluiting van de gewone zitting 1989-1990 van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 26, § 3,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 1989-1990 van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dinsdag 16 oktober 1990.

Brussel, 27 september 1990.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve belast met Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F 90 — 2539

27 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale clôturant la session ordinaire 1989-1990 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 26, § 3,

Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire 1989-1990 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le mardi 16 octobre 1990.

Bruxelles, le 27 septembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs subordonnés et de l'Emploi,

Ch. PICQUE